

PEE 2023-24

Guide de sélection des synthèses

- **MISE EN PERSPECTIVE DU SUJET EU EGARD AU PROGRAMME, AU CORPUS, ET A L'ACTUALITE**
-

Ce sujet fait écho aux éléments suivants du programme :

Thème 1 : Quelles sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

- Capacité : décrire les choix économiques à l'aide des concepts et principes fondamentaux du raisonnement économique (coût d'opportunité, utilité, rationalité, préférences, maximisation) pour décrire des choix économiques ;
- Notions : La valeur de ces biens (ou services) pour les agents économiques est liée à leur rareté et à leur utilité marginale.

• **Thème 3 : Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?**

- Capacités : Analyser l'évolution de la structure de consommation des ménages ;
- Notion : Le pouvoir d'achat des ménages, L'indice des prix à la consommation, Le pouvoir d'achat des ménages.

• **Thème 4 : Quels modes de financement de l'activité économique ?**

- Capacités : identifier les différentes situations de financement des agents économiques ; caractériser les différents circuits de financement ;
- Notion : L'autofinancement. L'emprunt. Le financement direct et le marché financier. Les titres financiers. Le financement indirect et les banques. Les actifs financiers.

• **Thème 5 :**

- Capacités : Impacts de la structure concurrentielle des marchés (Europe vs USA)
- Notion : le degré de concurrence selon les marchés, la politique de la concurrence

- **Thème 6 : Comment l'État peut-il intervenir dans l'économie ?**

- Capacités :

- Expliquer les différences entre les notions d'État-gendarme et d'État-providence, et d'envisager le degré de participation de l'État à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées
- Énoncer des solutions permettant de corriger ces défaillances de marché ;

- Notions : L'intervention de l'État, Les inégalités socio-économiques ; La redistribution horizontale et la redistribution verticale ; Les impôts et les cotisations sociales.

→ Ce thème est important pour définir les politiques économiques et notamment leur rôle pour lutter contre les effets de la hausse des prix et contre les externalités négatives sur l'environnement.

Proposition 1

Problématique : quelles politiques économiques l'Etat doit-il mettre en place pour relever les défis soulevés par le retour de la rareté ?

I – les effets économiques pernecieux du retour de la rareté...

I-A. le constat du retour de la rareté...

- **Une tendance de long terme** : vieillissement démographique (déclin à horizon 2030) qui raréfie le facteur travail (choc d'offre négatif) et augmente la demande de bien (choc de demande positif), raréfaction des ressources naturelles (accélération dans les années 1970), de la nourriture et de l'offre de biens et de services (vers 2020).
- **Accélérée par les chocs sanitaire et politique de la guerre en Ukraine** : choc d'offre négatif de matières premières et de biens combiné à un choc positif de demande, perturbation des chaînes de valeur mondiales, stratégie de souveraineté économique qui contraint l'offre de biens.

II- B et ses conséquences économiques ambivalentes

- **Augmentation durable des prix** qui incite les banques centrales à mettre en place une politique monétaire restrictive.
- **Structurellement, changement de modèle économique** : d'une économie d'abondance à une économie de rareté.

Les effets positifs

- **Limitation** de la formation de **bulles** spéculatives et des niveaux **d'endettement** ce qui réduit le risque **d'instabilité** financière.

Les effets négatifs

- L'augmentation des taux d'intérêt **pénalise l'investissement** et **renchérit le coût des dettes** privées et publiques...
- Ce qui pèse sur la **croissance** économique et retarde la **transition écologique**.

II – impliquent une évolution des politiques économiques

II-A. Des politiques économiques actuelles contraintes...

- **Le poids de la contrainte budgétaire** : pour améliorer l'équilibre des finances publiques il est souhaitable de prioriser les postes de dépense publique et de plus taxer les rentes de situation pour augmenter les recettes publiques.
 - Afin de lutter contre la rareté l'Etat doit s'appuyer sur la **politique industrielle, la politique de la concurrence** et réaliser des **investissements** pour faciliter la **circulation** des personnes, des biens et des données.
 - Politique d'investissement dans le **capital humain** mais aussi de **compensation** des perdants de ces transitions.
 - La **politique fiscale incitative** pour limiter les externalités environnementales négatives, stimuler l'offre de travail et soutenir la sobriété.
- **Nécessité de dépasser le dilemme** : **efficacité environnementale de la politique économique** (via une régulation par le prix de l'énergie) et **justice sociale** (défense du pouvoir d'achat des plus modestes comme condition d'acceptabilité de la transition environnementale).
- **La politique nouvelle monétaire du SEBC** qui intègre les enjeux climatiques et de préservation de la biodiversité.

II- B qui doivent évoluer et être complétées par des initiatives individuelles

En matière de politique monétaire

- Nécessité de **faire évoluer le mandat de la BCE** pour en faire un acteur majeur du Pacte Vert européen.
- Au-delà de la gestion du risque climatique et de ses impacts sur la stabilité financière, la BCE **créerait de la monnaie** pour **financer la transition climatique**.
- Un continuum d'options existe pour parvenir à cet objectif : **conditionner** les opérations de refinancement et de rachat de titres à des effets positifs sur le climat, **création monétaire** pour financer les investissements nécessaires à la transition écologique.
- Face au constat de l'inertie du financement bancaire aux énergies fossiles, la puissance publique pourrait accélérer la transition vers les énergies renouvelables par la **réglementation**.

Soutenir le financement direct de l'investissement privé...

- Pour relever le défi de la transition écologique, la dépense publique ne suffira pas, il faut aussi **compter sur l'investissement privé** des entreprises. Pour ce faire, il faut **flécher l'épargne** des ménages vers le financement des entreprises **en réduisant le risque** lié à ce type de placement. L'Etat pourrait soutenir la création de **fonds d'investissement à capital garanti**.
- L'Etat devra aussi mettre en place de **soutien à l'investissement des ménages** les plus modestes pour accroître l'**efficacité énergétique** de leurs **logements**.

Et faire évoluer les préférences individuelles

- Pour accroître la **sobriété** dans les comportements individuels, la politique économique doit faire **évoluer** les **préférences** des agents économiques en matière de transports, d'alimentation, de logement et de consommation.
- Tout comme l'action publique, les gestes individuels vertueux isolés ne suffiront pas à relever les défis auxquels nous faisons face.

Proposition 2

Problématique

Les politiques économiques sont-elles remises en question face aux enjeux de la rareté ?

I - Le paradigme de la rareté s'impose et questionne les PolEco (=Constat + graphique/tableaux)

I-A. La rareté remet radicalement en cause les PolEco basées sur le modèle productiviste

Argt#1 - **Si la rareté est multidimensionnelle et semble conjoncturelle,**

Insuffisance de ressources et d'offre en raison de chocs exogènes (pandémie, guerre)
Rareté financement (S, hausse tx i),
Retour du protectionnisme

Argt#2 - **en réalité, la rareté est durable et généralisée.**

Rareté (épuisement) des ressources naturelles : matières premières et NRJ
Rareté du K productif,
Rareté gains productivité
"Rareté" démographique
Baisse de la demande (crise, vieillissement, sobriété),...
Stagnation séculaire

I-B. Les PolEco prennent parfois en compte cet enjeu mais semblent inadaptées à ce nouveau cadre de rareté

Argt#1 - **La rareté impacte directement les PolEco de manière ambivalente**

- + Diminution de l'instabilité financière, des risques de bulle spéculative (financières et immobilières,...)
- Inflation
- Coûts du financement (rareté $K_x \Rightarrow$ hausse des tx i) et donc moindre investissement et hausse du coût de l'endettement

Argt#2 - **La rareté semble peu et mal prise en compte par les PolEco**

- Les moyens mobilisés et les priorités des PolEco privilégient souvent le court terme \Rightarrow au détriment de la transition écologique, etc.
- Les impacts liés au changement climatique sont essentiellement gérés a posteriori (conséquences des catastrophes climatiques, des migrations climatiques, ...)
- Malgré la rareté à venir, le marché du travail semble rester géré à court terme (quantitativement et qualitativement)

II - Les PolEco doivent se réinventer pour restaurer pertinence et efficacité dans un cadre de rareté (*Pistes de solution*)

II-A. Les nouvelles dimensions des PolEco, liées à la prise en compte de la rareté, imposent de profonds bouleversements dans leur définition (objectifs & priorités, instruments)

Argt#1 - La rareté doit permettre de reconsidérer les contraintes et les priorités des politiques conjoncturelles et structurelles.

Sortir les dépenses et investissements verts des critères contraignant l'endettement public
Prise en compte des conséquences sociales de la rareté (inégalité, pauvreté, exposition aux conséquences climatiques, ...)

...

Argt#2 - Les instruments de PolEco existant peuvent se réinventer et trouver une pertinence dans ce nouveau cadre de rareté.

Pol concurrence : lutte contre rentes

Financements et Investissements responsables dans secteurs et infrastructures ciblées

Orientation des flux financiers = nouvelles politiques monétaires

Politique fiscale incitative et aussi coercitive, punitive, compensatrice (Taxe Pigou/prix carbone/Marché polluer/MACFUE,...)

Dvlpmt K humain (formation)

Soutien à l'innovation (verte, frugale, ...)

Pol d'accompagnement : Redistribution/compensation : inégalités liées à la transition NRJ, numérique (IA)

II-B. L'efficacité de ces PolEco reste un enjeu majeur face à l'impératif de rareté

Argt#1 - Impératifs de sobriété et de cohérence doivent prévaloir dans les arbitrages liés aux PolEco

Nécessité de concevoir des polEco de transition/accompagnement entre abondance et rareté adaptées et cohérentes

Nécessité de prendre en compte une certaine cohérence intertemporelle (ex. mesure de soutien au pouvoir d'achat en subventionnant les NRJ fossiles, politique de transport, ...)

Nécessité de lutter contre le gaspillage (surproduction, obsolescence, mode, comportements peu vertueux...)

Argt#2 - Au-delà des objectifs de PolEco, la conduite de ces PolEco est essentielle

Multidimension des critères d'évaluation des PolEco indispensable ⇒ crédibilité des objectifs, moyens et résultats

PolEco doivent aussi être à la hauteur par leur conduite (pas simples affichages/intentions; exceptions et mesures venant dénaturer la PolEco...)

Volonté politique indispensable

Donner du sens, coordonner et fédérer les initiatives publiques et privées pour assurer implication/engagement et efficacité (changement de paradigme et donc des arbitrages des agents)

⇒ au-delà de l'acceptabilité sociale, un réel engagement de tous les agents (ménages, entreprises, banques, collectivités et Etat, ...) est primordial.

Grille d'évaluation

<u>Évaluation de la construction du raisonnement :</u>	--	-	+	++
La rédaction est claire				
La copie est structurée selon une problématisation logique				
La norme linguistique est respectée (orthographe / grammaire / syntaxe)				
<u>Évaluation de l'exposé des concepts :</u>	--	-	+	++
Les concepts économiques sont bien compris				
Le vocabulaire économique est employé à propos				
Une grande partie des concepts et données du corpus ont été intégrés				
Le choix de problématisation est pertinent				
Le raisonnement du candidat est cohérent et argumenté (avec une utilisation à bon escient des concepts et données)				
Le candidat apporte une réflexion au-delà de la synthèse du corpus documentaire				